

pose pas qu'il en soit l'auteur—il m'a semblé, dis-je, que les termes de ce paragraphe n'étaient pas bien choisis. Ce paragraphe dit :

Durant l'été dernier, quatre membres du gouvernement sont entrés en pourparlers à Londres avec le gouvernement de Sa Majesté sur la question de la défense navale. Il s'en est suivi d'importantes délibérations et l'on a fait connaître un état de choses qui, dans l'opinion de mes conseillers, exige impérieusement que l'effectif des forces navales de l'empire soit renforcé sans délai.

Quiconque lira ce paragraphe croira que, lorsque les membres de notre Gouvernement se trouvaient en Angleterre, ils constatèrent que l'empire était à la veille d'une catastrophe très sérieuse, et que le gouvernement britannique insistait pour que le Canada fit quelque chose—et qu'il le fit promptement. Or, quels sont les faits? Dès le moment où le premier ministre du Canada et ses collègues sont entrés en pourparlers, à Londres, avec le gouvernement de Sa Majesté, je constate que, le 25 juillet, Bonar Law, leader de l'opposition, dans le parlement anglais, prenant la parole après M. Asquith, qui avait parlé dans le même sens, s'est exprimé comme suit :

Je suis parfaitement sûr que, si l'Angleterre croyait qu'un danger existe, elle ne refuserait aucun sacrifice demandé par le gouvernement. (Applaudissements.) Mais notwithstanding tout ce qui a été dit, le pays, ou la Chambre des communes, ou chacun de nous croit-il réellement qu'il y ait danger—et un danger vital?—(Cris de "non, non".) J'avoue qu'il m'est fort difficile de le croire, moi-même—(Applaudissements ministériels).

Et M. Bonar Law exprimait alors les sentiments du peuple anglais.—Lord Crew, leader de la Chambre des lords, s'exprima, de son côté, comme suit :

Pour ce qui concerne notre position actuelle dans toutes les parties du monde, nous ne craignons pas de déclarer que nous considérons la sécurité du pays comme assurée.

Je pourrais faire un bien plus grand nombre de citations dans le même sens; mais je ne désire pas fatiguer le Sénat en les lui lisant. Comment donc pouvons-nous croire, après avoir lu les paroles mêmes que le chef du gouvernement anglais a prononcées vers la fin de juillet dernier,—alors que nos quatre ministres se trouvaient à Londres pour négocier la participation du Canada à la défense navale de l'empire—

alors que le leader du gouvernement britannique et le leader de l'opposition, dans le parlement anglais, déclaraient qu'aucune crainte n'existait—alors que M. Asquith, premier ministre d'Angleterre, affirmait formellement qu'il n'y avait aucune raison justifiant une panique ou une inquiétude quelconque—comment, dis-je, pouvons-nous croire que ces hommes d'Etat anglais aient pu se prononcer dans le sens que je viens d'indiquer devant la Chambre des lords et la Chambre des communes d'Angleterre, et s'exprimer ensuite dans un sens tout à fait opposé en parlant à nos ministres canadiens? La chose est incroyable. On remarquera que le paragraphe du discours du trône, qui concerne la défense navale n'ajoute pas que les documents sur lesquels il est appuyé seront déposés devant le Parlement. On reconnaîtra, je crois, que nos ministres se servent simplement d'un prétexte pour faire une chose qui leur paraît populaire dans le pays. Quant à moi, je suis d'avis que cette politique navale n'est pas populaire. Supposez qu'il y ait urgence; comment le Canada pourrait-il aider l'Angleterre à faire face à cette urgence? Ce ne serait pas, assurément, notre contribution de deux ou trois "dreadnoughts" qui pourrait procurer cette aide, puisque, comme la Chambre le sait, la construction d'un "dreadnaught"—depuis la pose de la quille jusqu'à ce qu'il soit prêt à prendre la mer—requiert deux années.

Or, dans cet espace de temps, les circonstances feront disparaître l'urgence. Ou la catastrophe redoutée aura eu lieu après ces deux années, ou l'ennemi attendu aura été repoussé. De sorte que le projet de se charger des frais de construire deux ou trois "dreadnoughts" ne saurait répondre aux besoins de la situation actuelle, ou à l'urgence en question, si elle existe réellement. Je ne me suis jamais occupé ouvertement et sérieusement de cette question navale; mais, selon moi, la ligne de conduite la plus sage serait de commencer à construire graduellement et sans précipitation une flotte de guerre d'une force respectable pour la protection de nos propres côtes, et, avec cette flotte, nous pourrions, au besoin, assister la flotte anglaise, ou marine royale, mais je ne puis voir l'avan-